



**ENSEMBLE,
CONSTRUIRE
UN MONDE JUSTE
ET FRATERNEL**

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 14 novembre 2024

RAPPORT PAUVRETÉ 2024 : QUAND LA SOLIDARITÉ S'ÉLOIGNE

Le Secours Catholique publie jeudi 14 novembre son rapport sur l'état de la pauvreté en France. Cette analyse de la pauvreté s'appuie sur les données collectées en 2023 par les acteurs de terrain et permet de donner un éclairage sur la situation des personnes les plus précaires en France.

Pour son rapport 2024, au-delà des contours d'une pauvreté multiple et complexe, qui caractérise l'exclusion d'aujourd'hui, l'association alerte sur la dégradation du niveau de vie des plus pauvres et la difficulté à accéder à la protection sociale face à la dématérialisation des démarches administratives. Le passage au tout numérique avec ses incompréhensions, blocages, bugs et contentieux s'est traduit par une déshumanisation, un accroissement des inégalités et une augmentation du non-recours aux prestations sociales.

ETAT DE LA PAUVRETÉ EN FRANCE

Qui sont les personnes rencontrées ?

En 2023, **1 060 000 personnes** en précarité ont été accompagnées par le Secours Catholique-Caritas France, dont la moitié sont des enfants.

- Les **femmes** sont les premières victimes de la pauvreté et représentent 57% des personnes rencontrées. Les familles monoparentales sont particulièrement vulnérables : 1 femme sur 4 est une mère isolée.
- La pauvreté est **jeune** : 35% des personnes accueillies ont moins de 15 ans. Pour autant, un vieillissement des personnes accueillies, bien que plus lent qu'en population générale, s'observe depuis plusieurs années.
- Le taux d'inactivité est de plus en plus élevé : il traduit les situations de personnes retraitées, d'inaptitude pour raisons de **santé** (augmentation de 5 points en 10 ans) ou encore de contraintes de garde d'enfants.
- Parmi les actifs, les **emplois** occupés sont principalement **précaires** : temps partiels, CDD.
- La situation des personnes étrangères reste extrêmement précaire, plus de la moitié des ménages étrangers rencontrés étant sans ressource. Les familles avec enfants sont désormais majoritaires (55%).



ENSEMBLE, CONSTRUIRE UN MONDE JUSTE ET FRATERNEL

Une pauvreté qui s'aggrave

En 2023, 25% des personnes accueillies étaient **sans ressource**, un chiffre record qui témoigne de l'aggravation des conditions de vie. Le niveau de vie médian des ménages rencontrés s'établit à **555 euros par mois**, en recul de 19 euros par rapport à 2022. 95% des ménages rencontrés ont un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté (1275€), 74% sont même en situation d'extrême pauvreté.

L'aide alimentaire comme premier besoin exprimé, hausse des demandes d'aide aux démarches administratives

Si l'écoute reste essentielle pour les personnes en situation de pauvreté, en 2023 elles sont 46 % à exprimer un besoin d'**aide alimentaire**. En ce qui concerne les impayés (charges, loyer, énergie mobilité), ils concernent 46% des ménages, notamment les familles monoparentales. Le besoin d'aide aux **démarches administratives** augmente de 7 points en dix ans, exprimé par 13% des ménages rencontrés en 2023.

PROTECTION SOCIALE : LE PARCOURS DU COMBATTANT

Cette année, nous avons voulu regarder de plus près comment les personnes accèdent, ou non, à la solidarité nationale telle qu'elle s'exprime à travers les prestations sociales. Or le constat est sans appel : cette solidarité, centrale dans la vie des personnes, au fil des années, s'étiolle et s'éloigne.

- La protection sociale permet aux individus de faire face à un large spectre d'événements de la vie, appelés risques sociaux. Parmi les ménages rencontrés par le Secours Catholique en 2023, 60% évoquent ces **accidents de la vie** (séparation, déménagement, maladie, perte d'emploi ...) pour décrire les circonstances de leur venue.
- Les prestations sociales destinées à couvrir le risque pauvreté-exclusion sociale (RSA, prime d'activité et autres minima sociaux) représentent **moins de 4% des dépenses de protection sociale**, loin derrière les prestations sociales couvrant les risques liés à la vieillesse (44%) et à la santé (37%). Elles baissent d'année en année.
- Le recul de l'accès à certains droits est aussi le résultat du **durcissement des critères** d'éligibilité concernant l'ASPA (minimum vieillesse), les allocations chômage et le RSA. Ainsi la réforme de l'assurance chômage a fait basculer une partie des chômeurs vers l'inactivité, comme les jeunes actifs.

Non-recours en hausse



ENSEMBLE, CONSTRUIRE UN MONDE JUSTE ET FRATERNEL

Un indicateur éloquent pour mesurer la difficulté d'accès aux prestations sociales est le **taux de non-recours**, particulièrement élevé pour le **RSA** (36%, en hausse de 10 points par rapport à 2010), de même que pour le minimum vieillesse.

Qu'il soit le produit d'un renoncement, d'une peur d'être stigmatisé, d'un manque de connaissance ou de difficultés d'accès aux démarches, le non-recours aux prestations sociales n'est autre que la résultante de l'éloignement de la solidarité, produite par l'administration elle-même.

Social Kombat

Accès à l'information, vérification de son éligibilité aux prestations, constitution du dossier de demande de prestation, réponse de l'administration, suivi de ses droits... A chacune de ces étapes, le parcours peut s'avérer complexe, semé d'embûches, surtout pour les personnes isolées.

Les personnes en situation de pauvreté font face à une série d'obstacles pour accomplir nombre de démarches ayant pour conséquence une entrave à l'accès à leurs droits. La dématérialisation a bouleversé le rôle des administrations dont le lien essentiel de proximité n'existe presque plus et a accentué l'exclusion des personnes éloignées du « tout numérique » et de celles et ceux qui ne « rentrent » pas dans les cases.

Nos bénévoles et les personnes accompagnées font le même constat devant une administration plus distante, plus éloignée et qui a perdu en qualité de son action, laissant de côté l'orientation et l'accompagnement des demandeurs dans leurs démarches.

Plaidoyer pour humaniser la protection sociale

- Garantir un accès physique au sein des administrations pour toutes et tous
- Intensifier les dispositifs "d'aller vers" : les espaces France Services sont une bonne initiative mais insuffisante, faute de personnel qualifié et de répartition équitable sur tout le territoire.
- Simplifier les démarches et les adapter aux situations individuelles
- Défendre un revenu minimum garanti décent

Pour en savoir plus : rapport.secours-catholique.org

Contacts presse :

Djamila Aribi | 06 85 32 23 39 | djamila.aribi@secours-catholique.org

Christelle Bresin | 06 71 00 69 73 | christelle.gerand@secours-catholique.org



ENSEMBLE, CONSTRUIRE UN MONDE JUSTE ET FRATERNEL

En France en 2023, grâce à 2 800 équipes locales (France métropolitaine et outre-mer) et un réseau de 58 500 bénévoles et de 925 salariés, 1 060 000 personnes ont été accueillies et soutenues dans 2400 lieux d'accueil.

À l'international, en 2023, 349 opérations ont été menées dans 52 pays, en lien avec le réseau Caritas Internationalis (162 Caritas) et 2,6 millions de personnes ont été bénéficiaires de l'aide internationale.

Suivez nos actualités

